

TRAME D'AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de travaux

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom de l'organisme acheteur :

ÉTAT – Ministère des Transports

Direction Interdépartementale des Routes Nord

Adresse : 44 ter rue Jean Bart CS 20 275

Code postal : 59 019 Ville : LILLE CEDEX

Code NUTS : FR

Point de contact : Mme La Directrice Interdépartementale des Routes Nord

Téléphone : 03 20 49 63 44 Télécopieur : 03 20 49 60 68

Courrier électronique (courriel) : dirn@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHE

Objet du marché:

A23 – Pose d'écrans bois sur ouvrage d'art et aménagement d'une continuité écologique en forêt domaniale

Type de marché de travaux: Exécution

Classification CPV

Objet principal : 45112730-1

Lieu d'exécution: Les travaux se dérouleront au niveau du passage inférieur de la voie forestière de la Drève de Bassy sur la commune de Raismes (59590). La voie portée par le passage inférieur est l'autoroute A23.

L'avis implique: un marché public de travaux.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Les travaux se déroulent au niveau du passage inférieur de la Drève de Bassy et aux abords de l'autoroute A 23.

Les travaux comprennent :

- L'établissement d'une continuité écologique via :
 - La réalisation de merlons de chaque côté du linéaire du passage inférieur avec plusieurs autres aménagements environnementaux (création de gîtes chiroptères, plantation, ect..);
 - Le retalutage des abords ;
 - La mise en place de clôture faune aux abords des ouvrages ;
 - La mise en place de 2 écrans bois de part et d'autres de l'ouvrage ;
- La reprise des enrobés de la piste cyclable ;

Acceptation des variantes: Non

Prestations divisées en lots: Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Cautionnement et garanties exigés :

* Retenue de garantie pouvant être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire ;

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

* Origine du financement : 100 % État

* Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;

* Les prix seront révisables ;

* Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde;

* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;

- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

Le choix de la forme du groupement est justifiée par l'importance de réaliser l'ensemble des tâches de manière ordonnée et cadencée en raison d'une contrainte écologique qui ne permet pas la tolérance d'une défaillance de l'un des acteurs économiques du marché en cours d'exécution.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre de base en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

* Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Critères de sélection des candidatures :

* Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Situation juridique - références requises :

* Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* La forme juridique du candidat ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

*Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices
- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché
- le rapport des éléments d'actifs et de passifs des comptes annuels
- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

*Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Un chiffre d'affaires dont la moyenne sur les trois dernières années d'exercice est supérieure à six-cent-mille euros (600 000 euros).

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- les informations concernant l'opérateur économique
- une liste des travaux exécutés sur les 5 dernières années ; elle peut être complétée par des références antérieures
- le nom des techniciens ou des organismes techniques auxquels il fera appel
- la liste des équipements techniques et des mesures pour s'assurer de la qualité et celle des moyens d'études et de recherches

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A – Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

* Les certificats de qualifications professionnelles FNTF ou équivalent (www.fntp.fr)

* Des certificats de qualité délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

- IP 2322 Travaux de terrassement courants en milieu non urbain

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

PROCEDURES

Type de procédure : Procédure adaptée

Conditions de délai

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : 15 / 01 / 2026 à 12 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur: DIRN-SIRO-2025-10-02

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans le présent avis, après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * **La transmission des candidatures et des offres se fera exclusivement par voie électronique** via la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marchés-publics.gouv.fr>) suivant les modalités précisées dans le règlement de consultation.
- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur ;
- * Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.
- * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" ;
- * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues ;
- * Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans le présent avis, le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Lille

Adresse : 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

Code postal : 59014 Ville : Lille CEDEX

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0359542342 Télécopieur : 0359542445

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) :

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION: 28/10/2025

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 59 ;

Départements de rappel : 62

Principale(s) activité(s) du Maître d'Ouvrage :

Entretien et exploitation du réseau routier national

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

45 - Travaux de construction

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP :

AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de travaux

POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom de l'organisme acheteur :

ÉTAT – Ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation

Direction Interdépartementale des Routes Nord

Adresse : 44 ter rue Jean Bart CS 20 275

Code postal : 59 019 Ville : LILLE CEDEX

Code NUTS : FR

Point de contact : Mme La Directrice Interdépartementale des Routes Nord

Téléphone : 03 20 49 63 44 Télécopieur : 03 20 49 60 68

Courrier électronique (courriel) : dirn@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Les travaux consistent à intervenir au dessus et en dessous d'un ouvrage d'art constituant un passage inférieur de l'A23 dans le secteur du parc naturel régional Scarpe-Escaut. Sur l'ouvrage, les travaux consistent à remplacer des gardes corps par des écrans bois. Sous l'ouvrage, les travaux consistent à aménager le passage inférieur de la drève de bassy afin d'améliorer la continuité écologique.

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation

PROCEDURES

Type de procédure: Procédure adaptée > 90k € HT

Conditions de délai

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : 15/01/2026 à 12h00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Références de l'avis de marché publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics concernant la présente consultation

Numéro d'avis au BOAMP:

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION: 28/10/2025
--